

Initiatives ministérielles

tion qu'elle les méritent et qu'elle y a droit. Le gouvernement a montré maintes fois depuis cinq ou six ans qu'il ne comprend pas vraiment ce qui se passe dans le pays. Par exemple, comment les Canadiens peuvent-ils croire que le ministre des Finances et le gouvernement sont sérieux lorsqu'ils prétendent que ce programme d'austérité aura un effet salubre sur le déficit ou la dette?

Dans ses plans annoncés en 1985, le ministre des Finances avait prédit que le déficit serait actuellement inférieur à 20 milliards de dollars. On ne peut constamment dire une chose et en faire une autre et s'attendre à ce que les gens nous croient.

Je voudrais expliquer pourquoi les Canadiens ont tous le droit d'être cyniques, notamment ceux qui suivent ce que disent le ministre des Finances et le premier ministre. Il y a quelques semaines, le premier ministre a dit aux Canadiens qu'il croyait de toute évidence que les taux d'intérêt allaient baisser. Dans son budget, le ministre des Finances affirme sans équivoque que selon les projections les taux d'intérêt pour cette année seront de 11,1 p. 100. Si ma mémoire est bonne, il dit même qu'ils devraient être inférieurs à 9 p. 100 l'an prochain.

La Saint-Patrick est passée et il est trop tard pour accuser les lutins ou les farfadets de s'être introduits dans le système et d'y avoir effectué les changements qui désespèrent le ministre des Finances. Mais il faut se demander ce qu'il adviendra du ministre des Finances, maintenant que son allié, le gouverneur de la Banque du Canada, a déclaré très clairement dans son rapport rendu public hier qu'il devait assurer la stabilité des prix. Or, pour le gouverneur de la Banque du Canada, cela revient à dire qu'il faut maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

La plupart des gens sensés conviendront avec moi qu'il n'est absolument pas possible de ramener les taux d'intérêt à 11,1 p. 100 cette année, car, pour cela, il faudrait qu'ils baissent jusqu'à environ 8 p. 100, pour que la moyenne annuelle se situe autour de 11,1 p. 100, étant donné que nous sommes déjà rendus au mois de mars. Pourquoi les Canadiens des dix provinces et des territoires devraient-ils croire que le gouvernement est sérieux quand il parle de restrictions financières, alors que ses prévisions se sont révélées si souvent erronées? La seule fois que le gouvernement a eu raison, c'est lorsqu'il a déclaré que, sous son égide, les Canadiens devraient se serrer la ceinture et s'accommoder des impôts.

Des voix: Oh, oh!

M. Young (Gloucester): Il a visé tout à fait juste cette fois-là. Celui qui a affirmé que les gouvernements conservateurs exercent le pouvoir en appliquant un régime d'austérité a tenu ces propos bien avant que l'on pense que le NPD ferait un jour son entrée sur la scène politique de notre pays. Ce n'est donc pas un de mes collègues à ma gauche qui a porté ce jugement le premier.

Les périodes conservatrices sont souvent difficiles. Si nous avons lieu de nous réjouir de ce projet de loi qu'a présenté le ministre d'État chargé des Finances, c'est qu'il nous fournit l'occasion de parler de sa crédibilité. Nous pourrions voir ce qu'il a fait depuis cinq ou six ans.

J'ose espérer qu'au cours du débat, les ministériels s'empresseront de prendre la parole pour expliquer aux Canadiens les raisons pour lesquelles ils ne devraient pas être tenus responsables de la gabegie du gouvernement Mulroney, ni de l'incapacité du ministre des Finances de prévoir, en s'appuyant sur les renseignements dont il dispose et les politiques qu'il applique, des résultats susceptibles de ranimer la confiance des consommateurs et des investisseurs canadiens, sans oublier celle des étrangers qui regardent ce qui se passe chez nous.

En terminant, je tiens à déclarer tout net que nous, députés du Parti libéral, nous opposons au projet de loi C-69. Le gouvernement devra un jour reconnaître qu'il se place dans une situation intenable du fait des mesures contradictoires découlant de son budget, notamment de ses projections quant aux taux d'intérêt. Je ne crois pas que nous soyons témoins de compressions des dépenses publiques pas plus que nous ne pouvons entretenir l'issue des conclusions très illusoires qui ont été fondées sur ce chiffre de 11,1 p. 100 tiré du budget.

J'espère que le ministre des Finances, le ministère qu'il chapeaute et le gouvernement envisageront sérieusement la possibilité de reconsidérer leurs projections et leurs conclusions. En demandant aux Canadiens et aux provinces d'assumer une part du fardeau fédéral calculée selon des renseignements inexacts et de fausses hypothèses, nous ne rendons service à personne.

Vu ce que M. Crow a déclaré hier, nous devons espérer que le gouvernement comprendra que les taux d'intérêt resteront élevés. Si le gouvernement poursuit ses programmes actuels, les risques sont grands pour que ce projet de loi augmente encore le nombre des chômeurs. Plus de Canadiens devront faire appel à l'assistance sociale assurée par les provinces. Par suite de ces com-